

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Pressions-du-Commando-Sud-par-l-intermediaire-de-Duhalde-et-de-Balsa-Vertige-et-danger-pour-l-Argentine-et-l-Amerique-latine>

# **Pressions du Commando Sud par l'intermédiaire de Duhalde et de Balsa : Vertige et danger pour l'Argentine et l'Amérique latine**

Date de mise en ligne : lundi 22 novembre 2004

- Notre Amérique -

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Le nouveau défi de Duhalde à Kirchner coïncide avec les pressions du Commando Sud. Mais la référence aux FARC apportée par Miguel Toma inquiète un autre membre du cabinet dans l'ombre de l'ex-sénateur. L'affaire a été l'objet d'une enquête durant sa gestion au Pouvoir Exécutif et on a déterminé qu'il n'y avait pas de contacts politiques mais la recherche d'investissements. Et Duhalde lui-même avait rejeté un projet de militarisation de la sécurité en 2002. Les préparatifs pour la bataille électorale de Buenos Aires de 2005.**

## **Le nouveau défi de Duhalde**

[JPEG - 103.1 ko] **Negroponte**

L'ex -sénateur Eduardo Duhalde a défié à nouveau le président Néstor Kirchner en demandant que les Forces Armées prennent part à des tâches relevant de la Police, et en faisant l'hypothèse que les FARC de la Colombie pourraient "avoir pénétré plusieurs domaines corporatifs et politiques en Argentine". Afin qu'il ne reste pas de doutes sur son but insidieux d'interférer dans la gestion gouvernementale des questions de sécurité et d'ordre public, qui sont en bonne place dans l'agenda politique, cette même litanie a immédiatement été entonnée par Aladino Benassi, un dirigeant du patronat de Buenos Aires que Duhalde avait soutenu en 1998 dans sa tentative manquée pour arriver à la tête de la CGE et qui maintenant fait partie de la force politique qu'essaye d'organiser le gouverneur de Neuquen Jorge Sobisch. Et dans la foulée, ils ont été suivis par le président de la Fédération Empresaria Patronale de Buenos Aires, Raúl Lamacchia, et les responsables d'autres chambres patronales de Buenos Aires, qui ont exigé que les militaires se consacrent à poursuivre des kidnappeurs, ce pourquoi ils n'ont ni qualification ni moyens.

## **Ombres**

Duhalde a un cabinet de l' « ombre » qui lui fournit des éléments pour ces décharges périodiques. En font partie les députés Alfredo Atanasof, Daniel Basile et Oscar Rodriguez ; son ex-ministre du Travail, Graciela Camaño de Barrionuevo ; son ex- porte-parole, Eduardo Amadeo et son ex-chef de la sécurité, Miguel Angel Toma.

Les trois premiers sont d'intimes amis de Duhalde. Les trois autres sont passés sans difficulté de l'obséquiosité menémiste à l'obéissance duhaldiste. Rarement ils se coordonnent entre eux et produisent généralement des courts-circuits intéressants. Dans ce cas, Duhalde a répété un rapport que lui a fait parvenir Toma et qui a inquiété Rodriguez, qui était le second chef du Secrétariat de la sécurité de l'État.

En 2002, pendant la gestion temporaire de Duhalde à la tête du Pouvoir Exécutif, cet organisme a détecté la présence dans le pays de quatre membres du FARC, qui sont passés du Chili à Mendoza et de là à Cordoba. À la suite de cela, il a été décidé d' effectuer un suivi de renseignement pour déterminer s'ils étaient entrés en contact avec des organisations argentines. La conclusion fut négative : la mission était arrivée dans le pays à la recherche d'investissements financiers et immobiliers, profitant des profits rapides que la crise offrait à qui disposait de dollars.

On a aussi analysé alors les liens établis en Argentine par la veuve de l'ex-chef de la drogue en Colombie, Pablo Escobar, et les opérations de blanchiment d'argent qui incluait l'ex-secrétaire des Finances Aldo Ducler. L'enquête s'est arrêtée quand on est arrivé à un associé des spéculateurs immobiliers Nicolás et Domingo Di Tullio, qui s'est avéré être parents d'un des plus assidus compagnons de table de poker du sénateur Duhalde, c'est pourquoi son actuelle référence au FARC a produit davantage de perturbation au sein de sa propre équipe qu'au sein du gouvernement, dont la réaction a été sèche et immédiate.

## Contradictions

La question de l'utilisation policière des Forces Armées était déjà arrivée sur le bureau de Duhalde en juin 2002, quand son ministre de Défense Horacio Jaunarena et son chef de l'Armée Ricardo Brinzoni avaient exposé devant un auditoire de militaires et de chefs d'entreprise, réunis par Eduardo Menem et Robert Dromi, la militarisation de la sécurité intérieure et l'intervention militaire dans le conflit social, avec la création d'un superministère de la Défense et de la Sécurité qui se chargerait aussi du contrôle de la criminalité de rue, des documents d'identité, des douanes et de l'immigration.

Brinzoni l'a décrit comme une pyramide, à la base de laquelle se trouve la lutte contre l'infraction des ambulants, il a exposé des statistiques sur l'accroissement des infractions dans des zones urbaines et a prédit que se produiraient à nouveau des pillages et des désordres dans la Capitale Fédérale et la province de Buenos Aires. Il a identifié un secteur critique, entre le sud de la plata et le nord de Rosario, où vivent dix millions de pauvres. Jaunarena a considéré comme anachronique la distinction entre défense et sécurité, établie par les lois respectives. Alors que le secrétaire de la Sécurité, Juan Jose Alvarez, n'était pas d'accord avec cette analyse et a réclamé une définition.

Jaunarena et Brinzoni ont été désapprouvés et Duhalde a déclaré que tant qu'il fera office de président, les militaires ne modifieraient pas leurs compétences. La contradiction entre son attitude d'aujourd'hui et de l'époque est alors frappante. De même l'argument qu'il a évoqué pour justifier l'annulation de sa présentation lors de la Conférence des Amériques, qui a eu lieu il y a deux semaines à Miami, où il était prévu qu'il s'exprime sur le fonctionnement du Mercosur.

Duhalde a fait savoir qu'il ne pouvait pas voyager parce qu'il souffrait du syndrome de Menière, un désordre provoqué par une accumulation excessive de liquide dans l'oreille interne, qui provoque des crises de vertige, bruits et surdité. D'origine diverse, ce syndrome pourrait être du, dans son cas à des variations brusques de la pression.

## Contexte

Après avoir écouté l'enregistrement du rapport, le ministre de Défense José Pampuro a appelé son ex-chef politique et a annoncé qu'il le réfuterait en public. Duhalde est allé à la recherche d'explications. leurs avis avaient été prononcés après une rencontre avec le président du Brésil, où il a parlé avec Lula sur l'emploi des Forces Armées du pays voisin dans des opérations contre le commerce de substances narcotiques de vente interdite et avaient été sortis du contexte, a-t-il déclaré. Pampuro lui a expliqué que la situation brésilienne est différente de l'Argentine et que lors de sa visite du mois passé à Buenos Aires le ministre de Défense de Lula, José Viegas lui avait demandé la documentation nécessaire pour connaître l'histoire et le fonctionnement de la Gendarmerie Nationale, créée en Argentine il y a soixante dix ans, puisque le Brésil projette la création d'une force militarisée qui se charge du contrôle des troubles et des opérations importantes de sécurité, pour ne pas recourir aux Forces Armées.

Dans sa déclaration publique, Pampuro a réitéré le refus officiel à la militarisation de la sécurité intérieure et a nié l'existence d'une quelconque activité politique ou militaire du FARC en Argentine. Il a ajouté qu'au moins, c'était ce qu'il indiquait l'intelligence militaire et qui sur un autre terrain pourrait informer la SIDE, un appel direct à l'attention de Duhalde sur l'inconvénient pour ses propres intérêts d'entrer dans les détails. Comme c'est souvent le cas, Duhalde a minimisé son intervention propre, la réduisant au niveau "d'un avis sans aucune intention" et a dit qu'il ne proposait pas de modifier la loi.

## Stades

Duhalde accumule des forces en vue des élections d'octobre de l'année prochaine. Ses déclarations en faveur de

la militarisation de la sécurité s'ajoutent aux précédentes sur la sécurisation de l'ordre public et essayent de le transformer en la référence de toutes les droites, par un rôle qu'il a appris pendant les années de lune de miel avec son compagnon de campagne de 1989 (Menem).

Carlos Menem n'est plus en condition de jouer ce rôle, par l'isolement et le discrédit dans lequel il a plongé, et ceux qui s'essayent hors du justicialisme, comme Ricardo López Murphy et les ingénieurs Juan Blumberg et le Maurice Macri, manquent de la densité politique minimale indispensable. Comme eux, Duhalde le fait sans difficulté parce qu'il exprime des convictions personnelles, stimulées par son environnement plus intime. Mais en outre, il est conscient de son potentiel de prosélytisme. Ce discours a été un des axes de sa campagne de 1999, quand il a échoué dans sa tentative d'arriver à la présidence par le vote populaire.

En même temps, il a décidé d'assumer la présidence du Parti Justicialiste de la Province de Buenos Aires et de diriger la réunion syndicale du Jour de la Loyauté sur le terrain de football du club d'Atlanta, où il s'était répandu en louanges sur Kirchner et son gouvernement et est arrivé jusqu'à revendiquer la Communauté de sang que forment "les persécutés, les emprisonnés et les disparus". La mise en scène était faite pour entourer Kirchner d'une démonstration de pouvoir de l'appareil duhaldiste. Le président a refusé l'embrassade et a envoyé pour sa représentation trois ministres, d'ancienne obédience duhaldiste, témoins du paradoxe de Buenos Aires, qui déclama sa loyauté à un absent qui ne s'est pas laissé abordé.

En plus, l'assistance fut étonnamment clairsemée, ce qui ne traduisait pas le pouvoir mais la dispersion, mais assez bruyante comme pour déranger à Duhalde, qui a des problèmes d'audition.

Les comparaisons sont odieuses : quelques jours avant, les groupements du kirchnerisme non peyotiste s'étaient réunis au Luna Park et leur nombre était le double des cegetistes d'Atlanta. La grande nouveauté fut la présence au Luna Park du secrétaire général de la CTA, Víctor de Gennaro, dont la réticence a diminué au fur et à mesure que des parties significatives de ses propres troupes s'étaient reportées dans ce nouveau pôle dit d'accumulation, brouillon mais plus concret que les abstractions du Mouvement Politique et Social de la CTA et qui n'a rien créé et qui a donné comme résultat la présentation de candidatures dans quatre listes différentes.

## **Batailles**

Pour sûr, même si les chiffres des deux réunions avaient été inversés, le plus important serait encore la capacité électorale. Ces déplacements de masses impliquent seulement des positionnements pour cette bataille.

De tels préparatifs sont plus raffinés que la dialectique brute des tribunes montées pour les exprimer. Kirchner aime se présenter pendant ses visites aux provinces les plus éloignées comme un pingouin qui avance avec un pas maladroit mais infatigable. La métaphore contraste avec la précision qu'exige le déplacement sur le territoire miné de Buenos Aires.

Kirchner a besoin de la force institutionnelle du PJ pour assurer le gouvernement, à un moment de confrontation très dure avec des intérêts économiques, locaux et externes puissants, et on ne peut pas se payer le luxe de maintenir un fracas permanent dans la relation avec le duhaldisme. Mais une proximité excessive serait polluante et pourrait affecter ses principales bases d'appui, que sont la perception populaire sur ses différences avec cette confrérie et la non-existence d'une opposition crédible.

Le terrain de la décision sera celui des listes pour les prochaines élections législatives, qui auront lieu durant un seul jour dans tout le pays. Presque 40 % du registre électoral national qui vote dans la province de Buenos Aires est pour Kirchner comme la portion de la dette publique en défaut. Dans la discussion avec les détenteurs de bons,

Kirchner se repose sur l'autre moitié des gens impliqués , qui jamais ne se sont déclarés en défaut. Dans la composition du tableau électoral il dispose de l'inclusion de ses hommes dans les listes justicialistes des autres provinces, et par conséquent son problème se réduit à Buenos Aires.

La formation, comme parti national , des groupements kirchneristes maintient ouvertes toutes les options : Cristina Fernández de Kirchner pourrait diriger la liste du justicialisme, avec la moitié sauf une des charges restantes occupées par le duhaldisme, comme insinue la négociation tacite entre Kirchner et Duhalde ; ou celle del Frente de la Victoire en opposition au duhaldisme, comme elle-même préférerait ; ou toutes les deux, si une telle chose était possible.

Kirchner fait face ainsi au défi inverse de celui que Perón a résolu la seconde année de sa présidence. Il s'agissait alors d'unifier en un seul parti les différents versants qui avaient conflué dans la victoire de 1946. Maintenant, il s'agit d'institutionnaliser des lignes divergentes qui ont été unies de manière transitoire pour les élections présidentielles de 2003, pour qu'elles soient ensemble mais mélangées.

### **South of the border**

L'appel de Duhalde sur de nouveaux rôles des militaires coïncide avec l'intention que le gouvernement des Etats-Unis a exprimée dans sa proposition de "modernisation" de l'Assemblée Interaméricaine de Défense. La VI<sup>eme</sup> Conférence des ministres de Défense de la région en débattrait le mois prochain à Quito en Équateur, quand on saura si le président George W Bush passera les quatre prochaines années à la Maison Blanche ou dans son ranch de Crawford, Texas. Si John F Kerry réussit à le battre, il y a un changement d'emphase, parce que le candidat démocrate se propose de reconstruire une relation plus horizontale avec les voisins américains, mais pas un changement de substance. De fait, la reformulation du rôle que les Etats-Unis souhaiteraient pour les Forces Armées des pays de la région a commencé pendant la présidence de Bill Clinton.

Le mois passé, les ministres de Défense de l'Argentine, le Brésil et le Chili (le ABC reconstruit, auquel on a ajouté maintenant le Paraguay, la Bolivie, l'Uruguay et l'Équateur) se sont réunis à Buenos Aires dans le but d'unifier leur position. Leur porte-parole a été le ministre argentin Pampuro, qui a déclaré que les Etats-Unis et le Canada prétendaient que les Forces Armées (pas les leur, il lui a resté à clarifier) retourneraient à "l'action policière ou de contrôle interne liée à la sécurité, au terrorisme et au trafic de drogues. Notre vision est diamétralement opposée. Nous avons une idée plus traditionnelle des forces armées, de défense du territoire. Les pays que nous sommes ici, voulons maintenir les forces armées loin des problèmes de sécurité interne ".

Cette explicitation des différences a causé un urticaire du côté usaméricain. Le Pentagone a fait savoir son mécontentement à l'ensemble militaire argentin et l'ambassadeur Lino Gutiérrez à la chancellerie. Ces étincelles ne se transformeront pas en feu.

La masse critique qu' implique le ABC (et la satisfaction américaine pour la ratification par le Congrès argentin des conventions interaméricaine imminente sur la lutte contre le terrorisme international et contre son financement) rend plus probable la segmentation de la politique militaire Américaine dans trois secteurs (les Caraïbes, la Cuenca Andine et le Cône Sud) où la proximité géographique est directement proportionnelle à la proximité avec les préceptes élaborés par le Commando Sud. Ceci refléterait, en outre, les évaluations sur la politique des Etats-Unis qu'a déclaré chaque groupe de pays lors de la dernière enquête de Latino barómetro et reproduirait le schéma appliqué aux négociations par l'ALCA. La seule pièce qui ne colle pas dans cette description est le Vénézuéla, dont le gouvernement est chaque fois plus défini comme un adversaire par les États-Unis.

Le Commando Sud a exprimé avec une franchise extraordinaire ce qui est en jeu. Le 10 septembre de l'année

passée, devant le *Center for Strategic & International Studies*, le général James T. Hill (qui le mois prochain laissera le quartier général et passera à la retraite) a expliqué l'importance stratégique, économique et culturelle qu'a pour son pays l'avenir de la Colombie, Amérique latine et des Caraïbes. Selon Hill, " l'Amérique latine fournit plus de 31 pour cent du pétrole que nous importons, plus que tous les pays du moyen orient ensemble. Le commerce annuel des Etats-Unis avec l'Amérique latine et les Caraïbes dépasse les 360.000 millions de dollars annuels, presque autant qu'avec toute la Communauté Économique européenne (sic). Vers l'année 2010, on espère que le commerce avec les pays de la région dépassera celui la Communauté Économique européenne et du Japon ajoutés. Cet échange se traduit par des millions de postes de travail dans des entreprises US liées à l'Amérique latine ".

## L'OEA

Chacun pour ses raisons propres, Washington et Caracas mettent en tension le système interaméricain. Les propositions américaines de "modernisation" de l'Assemblée Interaméricaine de Défense oublient la demande constante de l'Argentine et d'autres pays pour l'institutionnalisation de cette JID et de sa sujétion aux décisions politiques de l'organisme régional. Au contraire, les Etats-Unis essayent de la maintenir comme un point de rencontre entre les militaires de tous les pays membres, en marge de cette instance et du contrôle des gouvernements eux-mêmes, ce qui contredit toute la rhétorique sur la démocratisation et la subordination au pouvoir civil. Le président vénézuélien Hugo Chávez, pour sa part, fut parmi les inspirateurs du projet de réforme structurelle de l'OEA qui pendant ses deux semaines de mandat comme secrétaire général a propulsé Miguel Rodriguez.

L'intervention de l'ambassadeur vénézuélien lors de la session du Conseil permanent qui a reçu la démission de Rodriguez, il y a neuf jours, fut très significative. Le représentant de Chávez y a dit que son pays espérait que les réformes ne s'arrêteraient pas. L'objectif de ce gouvernement est de réduire l'autonomie de la Commission Interaméricaine des Droits de l'homme et de son Relatoría Spécial pour la Liberté d'Expression, parce que toutes les deux ont produit des rapports critiques sur ce qui se produit dans ces domaines dans la République Bolivarienne (celui qui souhaite les connaître les trouvera sur <http://www.cidh.org/countryrep/Vene...> et dans [http :  
//www.cidh.oas.org/relatoria...](http://www.cidh.oas.org/relatoria...)).

Pour l'Argentine cette situation constitue une invitation à la subtilité et la flexibilité : contre Bush et sa tentative de « policiser » les Forces Armées de la région - mais sans soutenir Chávez dans son déclin pour les meilleurs instruments que les citoyens américains ont à leur disposition pour se protéger de l'autoritarisme et le caractère discrétionnaire du pouvoir- quelle que soit sa rationalisation discursive, comme l'a démontré la Commission Interaméricaine de Droits de l'homme en condamnant le coup du 12 avril 2002 et par des centaines de visites à des pays où on violait des droits fondamentaux, comme l'Argentine dictatoriale de 1979.

[Página 12](#), le 17 octobre 2004

\*\*\*

## QUE DIT LA LOI

Par H V.

[Página 12](#), 17 octobre le 2004

Malgré ce qu'on croit , la loi 24.059 n'empêche pas la participation des Forces Armées dans des opérations de sécurité, mais elle la limite à des "cas exceptionnels" et établit dans quelles conditions cela serait admissible. Promulguée en 1992, la loi définit cet emploi comme auxiliaire et le justifie seulement dans le cas exceptionnel où le système de sécurité intérieure s'avère insuffisant pour protéger "la liberté, la vie et le patrimoine des habitants, leurs droits et garanties et la pleine utilisation des institutions du système représentatif, républicain et le fédéral qui établit la Constitution Nationale". La décision de recourir "à des éléments de combat des Forces Armées" devra être prise par le Président et être authentifiée par le Congrès à travers la déclaration de l'état de siège.

Si la participation militaire était nécessaire pour rétablir la sécurité intérieure dans quelque point du pays, on constituera un comité de crise coprésidé par le gouverneur ou les gouverneurs des provinces en situation d'urgence et des ministres de l'Intérieur et de la Défense, en intégrant les chefs de Gendarmerie, Prefecture, Police Fédérale et l'État major . La conduite de toutes les Forces Armées, de Sécurité et policiers nationaux et provinciaux impliqués resterait dans ce cas à charge du Président de la nation qui, conseillé par les comités de crise de Sécurité et de Défense, désignerait un commandant opérationnel des Forces Armées à qui on subordonnerait les autres forces.

Comme il s'agit "d'une forme exceptionnelle d'emploi, qui sera uniquement développée dans des situations d'extrême gravité, cette dernière n'influencera pas la doctrine, l'organisation, l'équipement et la qualification des Forces Armées, qui garderont les caractéristiques dérivées de l'application de la loi 23.554" de défense nationale. Hors de ces situations, la loi autorise aussi le comité de crise à solliciter au Ministère de la Défense l'appui des services militaires d'arsenaux, intendance, santé, vétérinaire, constructions et transport, ainsi que d'éléments d'ingénierie et communications.

En revanche, cela ne considère pas l'intervention dans des opérations de sécurité de l'intelligence militaire. Cette loi, issue de nombreuses années de débat entre politiques et spécialistes est un des produits les plus idoines élaborés dans deux décennies de démocratie et son principal problème est qu'on observe maintenant des efforts sérieux pour l'appliquer de manière intégrale, grâce au fonctionnement effectif de tous les organes que la loi a créés. Le texte considère toutes les hypothèses possibles et ne proscriit l'emploi d'aucune ressource mais adopte les collectes indispensables pour que le remède ne soit pas pire que la maladie.

Durant ces trois dernières semaines, 23 personnes ont été des victimes de kidnappings. Dix ont retrouvé la liberté après avoir payé une rançon et dans deux cas les auteurs ont été ensuite arrêtés ; huit ont été délivrées par la police et quatre ont été abandonnées par leurs kidnappeurs sans négocié aucun paiement, parce qu'ils se sont trompés de cible ou à cause de la pression policière. Seul un était encore privé de sa liberté au bouclage de cette édition. Comme on l'observe, on ne respecte dans le pays les circonstances que la loi fixe pour distraire les Forces Armées de leur mission spécifique et cette demande obéit seulement à une forme d'erreur politicienne.

[Página 12](#), 17 octobre le 2004

\*\*\*

**DÉMOCRATIE, DÉFENSE et SÉCURITÉ**

**Par Martín Balza \***

[Página 12](#), 10 octobre le 2004.

L'Amérique latine sera un accord entre les états, ou ne sera rien.

Au XX<sup>ème</sup> siècle, notamment durant la dernière décennie, on a écrit un scénario avec une accumulation de transformations d'une telle profondeur et d'une telle portée qu'il est possible d'affirmer que le monde sera différent à celui précédemment connu, je dis différent et j'espère mieux.

La recherche de la paix et d'un monde régi par une conception basée sur la liberté et la justice essaye d'indiquer la direction vers une Communauté internationale plus solidaire, où chaque problème rencontre une solution qui considère l'intérêt de chaque acteur et qu'elle est capable de remplacer la force par la raison et la confrontation par la négociation. Malgré cela, il semblerait qu'on est passé d'un monde bipolaire, structuré et prévisible, à un autre unipolaire (militairement), moins structuré et moins prédictible, où quelques nations imposent leur propre sens de la justice et décident quand la guerre est, ou non, justifiée. Un autre exemple de cela est la persistance de conflits principalement internes ou intra-étatiques. Entre 1990 et 1997, il y a eu dans le monde 83 conflits, dont 79 de nature interne.

Dans ce contexte, où peu d'états peuvent utiliser la force avec une liberté de décision presque totale quand ils estiment que leurs intérêts sont menacés, il s'avère clair que la défense de tels intérêts relève encore de la responsabilité intransmissible de l'État, et ceci impose la nécessité de disposer d'un instrument militaire dissuasif qui agit comme frein effectif aux conduites et les tentations inattendues.

Il est indispensable d'identifier des situations structurelles critiques qui constituent, ou peuvent constituer dans le futur, des défis à la démocratie, à la défense et à la sécurité, entendant celle-ci comme le définissent les Nations Unies "la condition exempte de dangers, de pression ou de coercition au développement et au progrès des peuples". Ce concept est complété par celui de défense, qui a pour but "de garantir de manière permanente la souveraineté et l'indépendance de la nation, son intégrité territoriale et sa capacité d'autodétermination" (Loi 23.554). Parmi les principales menaces il y a : le terrorisme international lié au trafic de drogues, l'extension horizontale de la production et la possession d'armes de destruction massive et la course aux armements. Il existe aussi des facteurs de risque comme les inégalités dans le développement socio-économique des peuples (qui renforce pauvreté et marginalisation sociale) et l'intolérance et la discrimination ethnique, religieuse, culturelle ou politique. Tout cela est générateur de déséquilibres et tensions, mais nous devons donner la priorité à la volonté décisionnelle terroriste qui utilise la technologie la plus moderne et originale. La perversité criminelle n'a pas de limites ni de frontières et s'autorise des moyens les plus imprévisibles. En outre, cela constitue un véritable défi à notre volonté et à notre imagination.

Sur notre scène latino-américaine on n'a pas consolidé encore une stabilité politico-économique adéquate, la situation psycho-sociale est vulnérable, un retard scientifico-technologique marqué persiste et la présence du trafic de drogues lié au terrorisme contribue à accentuer les menaces.

En dépit de cela, nous sommes devant une occasion historique pour développer un cadre régional marqué par la confiance et la coopération.

L'objectif de la défense et la sécurité de façon coopérative est pour cela le plus important défi de l'époque et

constitue l'instrument approprié pour avancer dans un cadre étendu d'intégration économique, militaire et politique, dans cet ordre. Dans le cas des Forces Armées, elles remplissent leur fonction essentielle dans le cadre de service d'État. Elles existent, en raison de ce service et non en fonction de menaces ou de risques concrets. Elles répondent à une politique de défense qui doit être une politique d'État, définie par le pouvoir civil, et dans aucune circonstance déléguée aux militaires eux-mêmes. Par essence, elles remplissent un rôle permanent de défense de l'intérêt national et auxiliairement d'autres rôles avec lesquels il est possible de développer une vaste gamme d'actions de nature éminemment coopérative. Leur composition, dimension et déploiement est de la compétence exclusive du Pouvoir Exécutif national.

Les Forces Armées modernes doivent s'adapter à la réalité et aux possibilités de la nation, être hautement spécialisées, posséder une grande mobilité et flexibilité et être constituées par des soldats professionnels avec une grande excellence militaire et humaniste. Ils ne doivent pas avoir comme mission des tâches pour lesquelles ils ne sont pas organisés, équipés et formés, et ils doivent se concentrer ce qui leur est propre : garantir la sécurité externe. L'emploi de ces dernières dans la sécurité interne a un caractère d'exception et est conditionné aux dispositions légales en vigueur. Dans le cas contraire, on court le risque de « policiser » l'instrument militaire ou de militariser les forces de sécurité et policières. Cela attenterait à l'efficacité et la spécificité des deux forces.

Il convient d'indiquer que ce qui est collectif est complémentaire de ce qui est coopératif, puisque de ce dernier résulte un ingrédient d'une plus grande fiabilité dans la mise en oeuvre de mécanismes défense et sécurité. Nous comprenons que l'essence de ce qui est collectif dans le passé signifiait la réaction commune face à l'agression et comportait une participation proportionnelle mais qualitativement ressemblante. Un exemple de cela fut, dans notre région, l'inefficace et désuet Traité International d'Assistance Réciproque (TIAR), conçu pour répondre à une agression de l'ex Union Soviétique au temps de la Guerre Froide dépassée.

L'essence de ce qui est coopératif, par contre, est la prévention, la participation proportionnelle, mais avec la possibilité de l'hétérogénéité dans l'apport des moyens et il pourra être développé sans qu'une correspondance géographique stricte, ou de pouvoir relatif soit indispensables.

Le compromis coopératif part de la convenance admise par chaque acteur des bénéfices que coopérer produit en termes de défense et de sécurité. Le compromis coopératif, alors, est supérieur dans l'obligation face aux autres acteurs. Les cadres de coopération peuvent être multiples et les asymétries de puissances en sont seules modérées. Pour cette raison, nous considérons nécessaire d'avancer dans tous les espaces possibles mais en donnant priorité, initialement, au cadre de proximité, afin de contribuer à consolider les processus d'intégration en marche et de progresser dans le cadre subrégional sur les bases plus solides.

Le Multilatéralisme n'est pas de céder le pouvoir, nous devons ensemble avancer mais non mélangés - tout comme l'Europe - vers une intégration régionale pas seulement économique. La défense et la sécurité coopérative contribueront à consolider la confiance mutuelle, la démocratie et la pleine utilisation des valeurs fondamentales que possède la personne humaine à tout moment et lieu, et qui lui permettent de vivre dans des conditions de dignité, liberté et égalité.

\* Ex chef d'état major des armées, actuel ambassadeur argentin au Venezuela.

**Traduction libre de l'espagnol pour *El Correo* de : Estelle et Carlos Debiasi**